

A la recherche d'une explication rationnelle des évènements, les acteurs, les commentateurs et les analystes de la vie politique, cherchent à comprendre les causes et les conséquences du processus électoral. L'analyse des résultats est souvent réduite, d'une part, à l'examen des transferts de voix d'un parti à l'autre et d'autre part, aux causes de ces changements : les faits particuliers, les actions de tel ou tel parti durant la législature écoulée ou encore des faits de la campagne électorale par exemple. Parmi les conséquences, les plus courantes concernent la répartition en sièges de la nouvelle assemblée élue, tout comme les coalitions gouvernementales possibles.

L'analyse seule des résultats électoraux ne permet pas de mettre en évidence d'autres processus qui se réalisent au moment des élections et qui rendent celles-ci, plus ou moins importantes. En d'autres termes, l'analyse immédiate des résultats d'une élection ne permet pas de mesurer l'importance de cette élection par rapport à d'autres plus anciennes ou à venir. En établissant des liens entre les divers éléments du système politique comme le système partisan, les enjeux qui ont créé le changement électoral et les conséquences de ce mouvement électoral sur les politiques publiques par exemple, la théorie des réalignements permet de prendre la véritable mesure de l'élection et de son importance dans les évolutions électorales d'un pays.

L'application de ce modèle et de ces indicateurs nous a permis de mettre en évidence deux réalignements électoraux aux élections de 1950 et de 1971. L'analyse des réalignements et des ajustements électoraux depuis 1945 nous amène à constater que les enjeux présents à ces scrutins, relèvent principalement de deux clivages présents dans la société belge : le clivage socioéconomique et le clivage communautaire. De manière très schématique, l'on peut affirmer que lorsque le clivage communautaire occupe la première place dans l'agenda gouvernemental, on assiste à un réalignement de niveau et de structure dans les rapports de force électoraux. Si les enjeux liés au clivage socio-économique occupent cette première place, alors il faut observer que ce sont plutôt des ajustements qui s'opèrent.